

Biennale des villes en transition de Grenoble : Une transition ? Certes, mais avec qui et vers quoi ?

Du 9 au 12 Mars 2017 se tiendra à Grenoble la biennale des « villes en transitions », nouvelle mouture des événements précédents centrés sur l'habitat durable. Le mouvement des « villes en transition » entend relever le double défi du Pic pétrolier et du dérèglement climatique. Ce mouvement voit la crise environnementale comme une opportunité pour rénover notre « modèle démocratique, poser les bases d'un modèle de « développement économique durable » et repenser le « lien social »....

Jusque-là, dans les mots et les termes, cette démarche pourrait intéresser favorablement l'union syndicale Solidaires Isère : avec, au niveau national, officiellement 4 millions de chômeurs, 10 millions de personnes subissant la pauvreté, ou encore avec la destruction massive de notre environnement nous pensons aussi qu'une « transition » à toutes les échelles vers un modèle économique et social plus juste est urgente. Cet événement pourrait être l'occasion de donner la parole aux premiers concernés par la crise sociale et environnementale, de mettre en avant des acteurs politiques et économiques cherchant à rompre avec les modèles qui nous ont menés dans l'impasse. Mais...

- **Une biennale qui ploie sous le poids des acteurs privés.**

Mais les choses se compliquent et les premières contradictions apparaissent clairement dès le départ quand on regarde la liste des partenaires de cette biennale ou encore les choix autour de la première journée du programme.

- **Des partenaires privés fréquentables ?** : On y trouve entre autre le groupe *Eiffage*, qui use abondamment des paradis fiscaux, *Aréa* qui engraisse ses actionnaires avec des bénéfices réalisés sur des infrastructures autoroutières payées par le contribuable (privatisation des bénéfices/socialisation des pertes, la formule miracle du capitalisme libéral). Il y a également le groupe *La Poste* qui s'attache à supprimer massivement les bureaux de poste et a une sinistre notoriété en matière de souffrance de ses salariés. Dans toutes ces entreprises, nos syndicats alertent toute l'année contre les abus, des syndicalistes mènent des luttes, et subissent régulièrement la répression.
- **Une école de management privée pour des enjeux collectifs et publics ?** : Grenoble école de management (GEM) est organisatrice du « festival de géopolitique sur le pouvoir des villes », un événement conjugué à la biennale. La place d'acteur de premier ordre d'une entreprise privée d'enseignement supérieure, incubatrice de l'idéologie patronale et des pratiques managériales, est choquante. De plus, on ne peut que rester circonspect à propos de la place du commissariat à l'énergie atomique (CEA) dans un événement où seront discutés les enjeux de la transition énergétique...
- **Journée « pro » ...Pro-patronale ?** : La biennale débute le jeudi 9 mars par une journée « des professionnels » qui se déroule à la chambre de commerce et d'industrie (CCI), le lieu exemplaire des intérêts patronaux dans la ville. Au fil de tables-rondes comme par exemple sur « les métiers du futurs », beaucoup d'experts, mais jamais bien évidemment de syndicalistes ou de travailleurs parmi les intervenant.e.s. L'« ubérisation » ou encore l'emploi « greenwashé » ne mériteraient-ils pas d'être présentés de façon concrète par celles

et ceux qui vivent les conditions de travail produites et vécues ? Au risque de la critique, certes. et aussi au risque de propositions subversives.

• Une transition vers quoi ?

Dans le texte de bienvenue du maire tout comme dans les descriptifs des différentes initiatives composant la biennale, le constat actuel à propos de la situation sociale nous semble euphémisé. Poser la question de la transition, et définir donc les « solutions » adéquates, à cette échelle comme à une autre, engage à un effort de lucidité :

- **Une société inégale, des villes gentrifiées** : Notre société et nos « territoires » sont confrontés à la machine à inégalités qu'est le capitalisme. Les habitants sont confrontés à la gentrification comme la population mondiale est confrontée aux inégalités Nord-Sud. La prédation écologique et sociale, qui mène à l'accroissement du réchauffement climatique et de la misère, est factuellement le produit de ce système. De ce fait, il convient de définir et de dire clairement en préalable si la transition escomptée souhaite en finir ou non avec ce système. Cela implique de poser au cœur de la question de la transition la question du régime de propriété, de la production des richesses et de leur répartition.
- **Les enjeux communs confrontés aux solutions individuelles** : il y a un risque de dilution des enjeux collectifs globaux au fil des seules « bonnes pratiques » et des « solutions individuelles » ou en groupe restreint. Il est également à craindre une mise en avant de profils de « citoyens exemplaires » parce qu'ils en ont les moyens en laissant de côté (voire en discriminant par contraste) la majorité de la population n'ayant pas les ressources adéquates du fait de leur position sociale et des contraintes vécues et subies.
- **La question démocratique, la question du pouvoir** : Subsidaire aux deux premières remarques, la dilution des responsabilités concrètes des décideurs actuels doit être questionnée. Le poids des acteurs privés dans la vie démocratique (lobbying, etc.) est écrasant. une « entreprise » n'est pas un « membre de la cité » et n'a pas à être mis au même rang « ontologique » que les habitants. Cela implique de poser clairement la question du pouvoir et des contre-pouvoirs.

En effet, si ces éléments ne sont pas directement énoncés comme préalables, de quelle transition parle-t-on ? De « faire avec » ou « faire comme-ci » ? « Croire qu'on change pour ne rien changer » ? Ou alors définir une transition collective comme projet de transformation sociale et sociétale pour demain où les habitant.e.s seraient les acteurs principaux et redéfiniraient aussi les outils démocratiques ?

• La démocratie sans le débat contradictoire ?

Nul ne niera qu'il y aura aussi quelques tables rondes intéressantes, des intervenants sincères et engagés, des ateliers, des animations et des projections de qualité. Mais **le grand absent reste le mouvement social**, et du même coup la contradiction et les revendications qu'il est capable de porter. Sa représentation sera bien faible et servira d'alibi à une prétendue initiative « citoyenne », dans le ton du temps.

Deux exemples particuliers pour mieux illustrer le propos :

- **Pic de pollution chroniques et urgence sanitaire** : Pourquoi ne pas avoir organisé un débat entre les partisans et les détracteurs de la gratuité des transports en commun ? Son impact sur la pollution, le bien-vivre et le partage des richesses ?
- **Plan d'austérité municipal et fermeture d'équipements publics** : Pourquoi ne pas avoir

proposé un forum contradictoire sur le numérique et les bibliothèques publiques ? Ou encore sur le service public d'aujourd'hui et de demain à l'échelle des villes et des métropoles ?

De ce fait, la seule chance pour que s'expriment ces contradictions viendra probablement du public, sans garanties de débats aux risques du question-réponses ou de la dilution des prises de positions dans une vague tournée de micro. On ne peut que souligner que les choix qui composeraient une transition prendront toujours place dans un monde d'antagonismes sociaux. De ce fait le débat contradictoire est nécessaire pour une approche concrète et transparente de ces questions.

- **Le "off" de la biennale, foyer de bouillonnements et de luttes indispensables.**

Mais justement, d'autres initiatives, en parallèle à la biennale sont proposées par des acteurs du mouvement social. Leurs initiatives et le bouillonnement des luttes sont indispensables :

- Une « **semaine de la transition** » à la Villeneuve,
- **Une rencontre de Géopolitique critique**, alternative aux rencontres de l'école de management,
- Diverses initiatives de l'assemblée des locataires, mal logé.e.s et sans logement, dont une **manifestation pour le droit au logement et la réquisition des logements vides**, le samedi 11 mars, à 13h30, arrêt grand place (Tram A), à laquelle Solidaires Isère participera avec enthousiasme.

L'union départementale Solidaires Isère salue ces initiatives, qui incarnent à elles seules des réponses en actes aux critiques et aux limites que nous formulons vis-à-vis de la biennale des villes en transitions dans ce texte.

Union départementale Solidaires Isère

Le 9 Mars 2017 (premier anniversaire du mouvement contre la loi travail et son monde)

solidaires.isere@orange.fr